



Par-delà le théâtre européen de 14-18. L'autre Grande Guerre dans le monde musulman

Julie d' Andurain, Cloé Drieu

► To cite this version:

Julie d' Andurain, Cloé Drieu. Par-delà le théâtre européen de 14-18. L'autre Grande Guerre dans le monde musulman. *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, 2017, 141 (141), pp.14111 - 33. 10.4000/remmm.9788 . halshs-01762302

HAL Id: halshs-01762302

<https://shs.hal.science/halshs-01762302>

Submitted on 9 Apr 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée

141 | 2017

Par delà le théâtre européen de 14-18 : L'autre grande guerre dans le monde musulman

Par-delà le théâtre européen de 14-18. L'autre Grande Guerre dans le monde musulman

Julie Andurain (d') et Cloé Drieu



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/remmm/9788>

DOI : 10.4000/remmm.9788

ISSN : 2105-2271

Éditeur

Publications de l'Université de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2017

Pagination : Vol 141, 11-33

ISBN : 9791032001141

ISSN : 0997-1327

Ce document vous est offert par Centre national de la recherche scientifique (CNRS)



Référence électronique

Julie Andurain (d') et Cloé Drieu, « Par-delà le théâtre européen de 14-18. L'autre Grande Guerre dans le monde musulman », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 141 | juin 2017, mis en ligne le 25 octobre 2017, consulté le 09 avril 2018. URL : <http://journals.openedition.org/remmm/9788> ; DOI : 10.4000/remmm.9788

Ce document a été généré automatiquement le 9 avril 2018.



Les contenus de la *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Par-delà le théâtre européen de 14-18. L'autre Grande Guerre dans le monde musulman

Julie Andurain (d') et Cloé Drieu

- 1 Le présent dossier¹ s'intéresse à la Première Guerre mondiale pour l'étudier sur un ensemble très vaste couvrant les mondes méditerranéens et musulmans, des marges orientales du Maghreb au Machrek, des régions arabes et anatoliennes de l'Empire ottoman aux régions turcophones et persanophones de l'Eurasie centrale, en passant par le Caucase. Il n'est ni d'usage, ni aisé d'aborder la guerre dans ces régions du monde selon une perspective aussi large, tant les histoires et les systèmes politiques de chacun des territoires étudiés sont différents, tant le cadre spatial est vaste, englobant les empires eux-mêmes mais aussi leurs marges.
- 2 Notre propos est novateur en ce qu'il cherche à croiser les problématiques de la Grande Guerre développées en Europe occidentale avec celles qui ont cours dans les mondes musulmans aujourd'hui, à les renouveler à l'aide des perspectives historiographiques permises par la *Global History* (Strachan, 2003 ; Neiberg, 2005 ; Kelleher Storey, 2010), à les confronter aussi avec d'autres problématiques européennes, notamment les approches sociales et culturelles de la Grande Guerre. Il s'agit notamment de chercher à mieux appréhender la façon dont ces territoires – l'Empire ottoman, l'Empire russe, les empires coloniaux français et britanniques – ont interagi les uns avec les autres durant le conflit, comment un nouvel ordre mondial s'impose après la guerre du fait de la transformation globale du monde. Notre posture consiste à regarder ce qui se passe aux marges des empires pour mieux saisir, dans un mouvement itératif, les évolutions et prises de décision au niveau de la centralité. Ce cadre géographique élargi nous impose ainsi une vision transculturelle ; il nous invite à mettre en synergie les analyses par aires culturelles qui se sont développées de façon dynamique ces dernières années.
- 3 Cela nous amène à poser de nombreuses questions dont celle de la pertinence du recours au cadre chronologique de « 14-18 » utilisé pour désigner la période de la guerre en Europe occidentale. Vu de ces empires, dans un renversement de perspectives, il semble

en effet peu pertinent de raisonner sur une temporalité de quatre années. L'élargissement des horizons géographiques et chronologiques pose en effet la question des modalités de déclaration de guerre, des processus de marche à la guerre, naturellement celle de la place des civils dans les conflits, celle de la perception de la guerre et des affrontements, enfin celle des difficiles sorties de guerre qui sont souvent autant d'entrées dans de nouvelles phases de violence, d'une autre nature. En s'inspirant des travaux de chercheurs européens qui ont envisagé la guerre européenne comme un *continuum* de cinquante années (Traverso, 2007 ; Soutou, 2011 ; Nolte, 2011), en nous appuyant entre autres sur les problématiques posées par les *War Studies* et les *Peaces Studies* qui posent la guerre en termes de « grandes guerres », de « petites guerres », de « guerres asymétriques » ou de « révoltes », ce dossier souhaite élargir le débat et montrer que la Première Guerre mondiale dans les mondes musulmans et méditerranéens doit être revisitée en tant qu'objet.

- 4 Il s'agit à la fois de montrer que l'espace de la guerre ne se résume ni à la centralité du pouvoir dans les capitales ni à l'étude des fronts, mais aussi de porter le calendrier de la guerre dans les régions étudiées à l'échelle des empires, autrement dit à l'échelle du monde. Avec le *Colonial Turn* des années 1980 (De Moor et alii, 1989 ; Cooper, 2005), l'historiographie sur les empires s'est en effet considérablement enrichie depuis une dizaine d'années. Bousculées par les *Subaltern Studies*, puis les *Postcolonial Studies*, les *Colonial* et *Imperial Studies* ont été profondément renouvelées en particulier depuis les années 2000 (Laurens, 2009 ; Surun, 2012 ; Singaravelou, 2013 ; Gerwarth et Manela, 2014). Toutes ces études tendent à montrer qu'il faut repenser le colonialisme et l'impérialisme en embrassant d'un même regard des sociétés diverses, en s'intéressant notamment aux marges, aux populations marginalisées et minoritaires, pour mieux appréhender la centralité du pouvoir. Le décentrement du regard permet de mieux cerner les difficultés du pouvoir central d'une part, d'apprécier de façon plus fine les différences, les accommodements et les résistances au sein des différentes populations (Bayard et Bertrand, 2006 ; Burbank, 2012). Ces axes de recherche comparatifs ou trans-impériaux ont fait émerger une recherche qui met en évidence les phénomènes de co-construction des empires et des nations, montrent les modalités des circulations intra-impériales, le caractère hétérogène et ouvert des empires. Ils ont déjà montré tout leur intérêt pour des études appliquées à l'Asie et à l'Afrique (Liebau, 2010 ; Bertrand, 2011 ; Andurain, 2016).
- 5 Il convient donc de prendre en considération le fait impérial dans sa globalité tout en s'appuyant sur des recherches plus localisées sur le fonctionnement des sociétés et des institutions en guerre. Entre affirmation des empires britanniques et français et disparition des grands empires continentaux ottoman et russe, les signes annonciateurs de la déflagration mondiale que représente la Grande Guerre sont perceptibles dans les rivalités impériales de la fin du XIX^e siècle. Assurément, elles ont joué un rôle majeur dans la déstabilisation de la planète, dans la reconfiguration d'un monde centré au sortir de la Première Guerre mondiale sur la nation plutôt que sur les empires.
- 6 Sans prétendre à l'exhaustivité du fait des axes choisis et de son économie générale, le présent volume participe du dynamisme de la recherche sur l'histoire de cette « autre Grande Guerre »² en se focalisant sur des mondes musulmans et méditerranéens, complexes et hétérogènes. Les onze articles qui composent le dossier s'articulent autour de trois thématiques. La première concerne l'espace. D'abord celui des marges maritimes et terrestres du monde ottoman mais aussi du monde russe. Des auteurs comme Julie d'Andurain, Renaud Dorlhac et Fabrice Jesné ou encore François Dumasy ont cherché à

cerner les modalités de l'action des puissances occidentales, actions s'exerçant soit par une définition ou une redéfinition des territoires, soit par des revendications portant sur les populations. Cloé Drieu pour sa part s'attache à montrer comment se fissure la province coloniale du Turkestan à la faveur de la guerre et de la conscription au sein de bataillons de travail. Mais l'espace, c'est aussi celui de la ville, une échelle pertinente pour lire la façon dont vivent les sociétés en guerre. Elena Chiti observe la guerre depuis Alexandrie, et Falestin Naili-Shehadeh s'intéresse au quotidien de la ville de Jérusalem reflété dans les registres de son conseil municipal. Danielle Ross de son côté observe les transformations sociales à l'œuvre en contexte de guerre à travers le regard des femmes. Elle étudie en effet les articles de *Suyumbike*, l'un des premiers journaux féminins, publié à Kazan entre 1914 et 1917, pour cerner la façon dont les femmes musulmanes tatars vivent la guerre et poursuivent leur émancipation. Une seconde thématique concerne le temps de la guerre et de l'après-guerre pour s'interroger sur les bornes chronologiques à retenir afin de comprendre le premier conflit mondial, lesquelles sont loin de correspondre au cadre de 1914-1918. Elena Chiti insiste par exemple sur le sentiment qu'ont les intellectuels d'Alexandrie d'entrer en guerre dès 1911, alors que Fuat Dündar analyse les conséquences de la Première Guerre mondiale et des conférences de paix sur les conflits et tensions que vit l'Anatolie jusqu'à la fin des années 1930. Avec la Légion d'Orient, corps auxiliaire de l'armée française créé en novembre 1916, Taline Papazian montre également que la formation militaire a pour vocation d'obtenir des avantages dans le cadre des négociations de la sortie de guerre. Enfin, le dernier thème du dossier est celui de l'islam et des musulmans dans la guerre. Guillemette Crouzet montre que, dans le golfe Persique, les répercussions du « jihad made in Germany », c'est-à-dire la propagande musulmane soutenue par le Kaiser Wilhem de façon à fragiliser les marges de l'Empire ottoman, ont effectivement cristallisé les angoisses des Britanniques, toujours soucieux de protéger la route des Indes. Salavat Iskhakov, en s'intéressant aux musulmans tatars et bashkirs, souligne quant à lui leur loyauté et fidélité envers l'État russe et son armée, dans laquelle ils servent notamment lors de la guerre russo-japonaise et lors de la Première Guerre mondiale ; la révolution de Février 1917 cristallise ensuite des revendications d'autonomie territoriale.

- 7 Les articles pouvant traiter de deux ou trois des thématiques évoquées précédemment, nous avons choisi de développer le propos de cette introduction selon trois axes : celui des espaces multiethniques mis à mal par la guerre, celui de la durée du conflit et, enfin, celui du panislamisme et des effets de l'instrumentalisation de l'islam par le jihad dans la guerre.

Des espaces multiethniques mis à mal par la guerre

- 8 La question des espaces et des échelles est ici déterminante tant elle rend compte de la diversité des régions considérées. Il importe avant toute chose de définir plus précisément le cadre géographique envisagé dans ce dossier, et ce que l'on entend par « mondes musulmans et méditerranéens ». Territoires immenses situés au carrefour de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, répartis sur deux empires, ottoman et russe, ces mondes musulmans sont pour partie entourés d'espaces maritimes – mer Méditerranée, mer Noire, mer Caspienne, mer Rouge et Océan Indien avec le golfe Persique – qui ne suffisent pourtant pas à les délimiter. Les populations considérées sont par ailleurs majoritairement de religion et de culture musulmanes, mais pas seulement, et d'origine

ethnique et nationale diverses. En termes politiques également, la diversité est la norme. En effet, l'Empire ottoman comme l'Empire russe étendent leur souveraineté respective sur des espaces très éloignés géographiquement, et ils ont imposé leur pouvoir selon des modalités variables. Juste avant la Grande Guerre, certains espaces ottomans ont déjà accédé à une forme d'autonomie (Égypte, montagne libanaise), d'autres ont un statut semi-colonial (Machrek, Yémen), alors que certaines marges ont été absorbées par les puissances coloniales européennes (Algérie, Tunisie d'une part, golfe Persique de l'autre). Dans l'Empire russe, le Turkestan est un espace colonial conquis entièrement à la fin du XIX^e siècle contrairement au monde musulman tatar et bashkir, intégré depuis plusieurs siècles et dont les hommes servent d'ailleurs en tant que soldats depuis 1872.

- 9 Menacés d'éclatement par des forces extérieures ou internes durant la période de la Grande Guerre, l'Empire ottoman comme l'Empire russe ont été à la fois acteurs et spectateurs de la course impérialiste européenne. La « Question d'Orient » posée par les puissances occidentales (Frémeaux, 2014) a travaillé l'ensemble des territoires concernés par des logiques stratégiques non seulement territoriales (accès des Russes aux mers chaudes), mais aussi maritimes (maîtrise de la route des Indes pour les Anglais et question des Détroits) qui structurent l'ensemble de ce « Grand Jeu » cher à Rudyard Kipling (Laurens, 1991). Ces enjeux territoriaux et maritimes d'avant 1914 ont imposé à des empires continentaux multiethniques de trouver, ou au moins de chercher, des moyens de cohésion interne et externe et d'obtenir des gages de loyauté des populations minoritaires d'un point de vue religieux ou ethnique (chrétiens, juifs, Kurdes, Arabes dans l'Empire ottoman, musulmans dans l'Empire russe).
- 10 La difficulté à appréhender les sociétés des mondes musulmans et méditerranéens tient donc aux espaces considérés mais aussi au caractère multiethnique de ceux-ci ; l'exacerbation des tensions ethniques avec la guerre (Robson, 2016) et l'instrumentalisation du fait musulman participent de leur implosion dans la guerre. Commençons d'abord par une petite cartographie des fronts de façon à montrer en quoi il est nécessaire de se situer *au-delà* du théâtre européen. Le front occidental et plus exactement européen est longtemps apparu comme un front primaire, avant que l'on ne réévalue le poids du front de l'Est (Tunstall, 2010 ; McMeekin, 2011 ; Sumpf, 2014). Dans le même temps, l'Empire ottoman et ses territoires ont longtemps été perçus comme des fronts secondaires. Mais des auteurs ont démontré récemment les spécificités d'un « front ottoman » (Rogan, 2015) – c'est à dire l'ensemble des zones de front situées sur le territoire ottoman –, l'importance de la guerre sur la société ottomane et particulièrement sur les soldats mobilisés (Erikson, 2001 ; Beşikçi, 2012). L'espace ottoman a pour caractéristique principale d'être un territoire de convergence des conflits impériaux (Morrow, 2004), un carrefour où s'affronte l'ensemble des grandes puissances en guerre tandis que les empires français et britanniques vont trouver une forme de réassurance à travers les mandats (Méouchy and Sluglett, 2004). Ce front ottoman se décompose donc en de multiples zones de combat : le front du Caucase longtemps prioritaire (Reynolds, 2011 ; Arslan, 2011), les Dardanelles en 1915-1916 (Schiavon, 2014), le front méditerranéen avec Suez, le Sinaï, la Palestine et la Syrie et plus généralement la Méditerranée orientale ; le front du golfe Persique (Bassorah, Qourna, Abadan) et la Mésopotamie (Monnier, 2016). Aux fronts terrestres s'ajoutent des fronts maritimes qui, dans certains cas, dessinent de nouveaux espaces. Si l'on voulait élargir les débats, on pourrait ajouter l'émergence progressive des enjeux économiques liés à la maîtrise des axes de circulation, particulièrement de la circulation maritime ou de la circulation par

voie ferrée (McMeekin, 2010). Enfin les problématiques liées au pétrole, notamment les raffineries d'Abadan pour les Britanniques, deviennent centrales à partir de ce conflit (Auzanneau, 2015). Ce « front ottoman » n'a donc rien de mineur ; avec au moins 2,5 millions de morts du côté ottoman, voire jusqu'à 5 millions selon certains auteurs, le pays a perdu près de 20 % de la population de l'Empire du seul fait de la guerre (Aksakal, 2010 ; Coastes Ulrichsen, 2014), James Gelvin (2011) allant même jusqu'à une proportion de 25 %.

- 11 Divers et multiples, l'Empire ottoman mais aussi l'Empire russe en guerre nécessitent d'être appréhendés au titre d'une violence *de* guerre et *par* la guerre éminemment plurielle. Violence inhérente aux combats eux-mêmes, mais aussi violence dont sont victimes les civils, soit au titre des déplacements forcés, soit du fait de la fuite des zones de front, soit au titre de désastres agricoles, de famines et d'épidémies. Le quotidien de la guerre est nécessaire pour saisir la participation ou non des populations à l'effort de guerre, leur compréhension du conflit (Wooward, 2006). Touchées par les restrictions en tout genre, elles ont beaucoup souffert de la faim, de la famine (Fawaz, 2014). Dans la gouvernance des cités, de très nombreux efforts ont été réalisés durant le conflit pour maintenir une certaine salubrité avant, pendant et après la guerre (Mc Arthur-Seal, 2014). Dans ce dossier, Falestin Naili-Shehadeh étudie les modalités de la gouvernance urbaine à Jérusalem entre 1914 et 1917 en s'appuyant sur des documents peu connus tels les registres du conseil municipal et des « récits de soi » des habitants de la ville. Elle montre très bien comment la municipalité de Jérusalem soutient le développement d'une administration pour faire face à la crise sanitaire et humanitaire. Elena Chiti rend compte également de ces problèmes de gouvernance quotidienne, de salubrité, mais aussi de pauvreté dans la ville d'Alexandrie à travers les textes littéraires.
- 12 Le principe de la diversité et de la dispersion des populations, de leur dissémination sur un territoire très vaste n'a pas aidé à la formation d'une unité politique, mais a conduit au contraire à une stigmatisation croissante des minorités, vues de plus en plus comme une 5^e colonne, susceptibles de se retourner contre le pouvoir central ou du moins de lui porter atteinte. Ainsi, même si les déplacements massifs de population ne sont pas une nouveauté dans l'histoire des empires russe et ottoman, ils prennent avec la Première Guerre mondiale un caractère systémique. Comme l'évoque Cloé Drieu dans son article, dès septembre 1914, dans l'Empire russe, les populations civiles dites « suspectes », d'origines juive et allemande des régions occidentales et baltes de l'Empire russe, devenues zones de fronts, sont déplacées et ce jusqu'à la fin de l'année 1916 (Werth, 2004 : 194-195 ; Gatrell, 1999 : 22-26). Cette logique d'homogénéisation des territoires et de déplacements, voire d'anéantissement des populations « suspectes », atteint un paroxysme avec la mise en place de processus génocidaires à l'encontre des Arméniens, de massacres et nettoyages ethniques qui dépassent la seule question de l'intentionnalité de l'acte (Bozarslan et alii, 2016 ; Hellot-Bellier, 2014 ; Sigalas et Toumarkine, 2008). C'est la question de « l'ingénierie démographique » que reprend et développe notamment Fuat Dündar dans ce volume, tout en liant cette problématique à la réflexion sur le temps, la durée de la guerre, car les conséquences des mouvements de populations, des massacres et génocides ne s'arrêtent pas en 1918. Elles découlent très directement de scissions identitaires qui ont précédé des batailles et soulèvements importants comme Sarikamış et Van, qui ont donné au gouvernement dirigé par le Comité Union et Progrès (CUP) des arguments pour justifier les violences, et elles continuent de marquer les politiques démographiques jusqu'à la fin des années 1930. De ce point de vue, les combats du Caucase apparaissent comme un tournant dans la guerre (Johnson, 2016) ; en provoquant

la dispersion des populations, ils accélèrent l'éclatement final de l'Empire ottoman et les reconfigurations sociales dans le cadre de nouvelles dynamiques. D'autres populations sont évidemment concernées par les déplacements forcés et participent de la désintégration des deux grands empires continentaux : les prisonniers de guerre allemands, austro-hongrois et ottomans retenus dans l'Empire russe par exemple et qui devront rentrer, non sans difficulté et lenteur, après les traités de paix de 1918³ ; les déserteurs de l'armée russe (phénomène massif après la révolution de Février 1917) et de l'armée ottomane (Beşikçi, 2015) ; ou encore les réfugiés de guerre qui fuient massivement et sur une longue distance les zones de conflits (Gatrell, 1999).

A Greater War... Une guerre de dix ans au moins

- 13 La question des déplacements de populations, qui déborde largement les deux dates de 1914-1918, nous renvoie donc à celle de la chronologie de la Première Guerre mondiale dans les mondes musulmans et méditerranéens. Affiner cette chronologie constitue l'un des objectifs de ce dossier. À ce titre, il n'est pas inutile de s'inspirer des problématiques européennes sur les entrées en guerre. Dans ce volume, seront abordées autant la question des recrutements et des fidélités des soldats que celles des perceptions et des représentations de la guerre (Becker, 1977). Quand et comment les esprits sont-ils entrés dans cette guerre ? Est-ce que cette guerre marque la fin d'un monde, le début d'un autre siècle au Moyen-Orient comme en Europe (Cochet, 2014) ? Qu'est-ce qui en marque la fin ?
- 14 Avant le déclenchement officiel de la guerre en Europe le 1^{er} août 1914, les prodromes de la Première Guerre mondiale sont déjà largement présents dans ces territoires, notamment celui de l'Empire ottoman que d'aucuns décrivent pourtant comme un « jardin d'Eden » (Roosevelt, 1919). Pour certains historiens militaires qui ont abordé la question, les deux dates de 1914-1918 ne font pas discussion (Moberly, 1929), mais pour d'autres historiens spécialistes de la Première Guerre mondiale dans ces mondes méditerranéens et musulmans, il est évident que celle-ci devrait être lue comme un moment durant lequel des conflits se sont agrégés les uns aux autres, en entremêlant à la fois des revendications territoriales et des questions identitaires (Nevakivi, 1969 ; Andrew and Kanya-Forstner, 1981 ; Fromkin, 1989 ; Strachan 2014).
- 15 Les axes divergent ensuite selon les sources utilisées. Si pour les uns, généralement travaillant à partir des sources européennes, elle commence bien en 1914, ce n'est pourtant pas l'avis des chercheurs qui raisonnent à partir de sources de la période ottomane. Se basant sur des sources littéraires arabes alexandrines, l'article d'Elena Chiti montre par exemple comment la ville d'Alexandrie semble entrer en guerre dès 1911. La ville vit au rythme de l'Empire ottoman, et non selon celui d'une hypothétique nation égyptienne, et les témoignages recueillis démontrent que l'invasion italienne de la Tripolitaine de 1911 apparaît comme le véritable moment de l'entrée en guerre. La solidarité musulmane se double d'un très fort sentiment de piété impériale. Elena Chiti rejoint ainsi la position d'autres chercheurs qui voient dans la révolution jeune-turque de 1908, mais surtout dans les trois guerres qui se succèdent ensuite (Tripolitaine et Guerres balkaniques), le début de cette autre Grande Guerre (Bozarslan, 2013 ; Rogan, 2015 ; Aksakal, 2010 ; Besikçi, 2012).
- 16 Ceux qui raisonnent à partir des études militaires voient aussi très bien que les marches à la guerre peuvent se mettre en place encore plus tôt. Que ce soit en raison d'une refonte

stratégique ou d'une véritable course aux armements, les historiens reconstituent aujourd'hui précisément plusieurs moments de bascule : 1904 pour les tenants d'une nouvelle stratégie britannique qui concerne autant l'Inde que la Palestine (Popplewell, 1995 ; Bardet, 2010) ; 1904-1905 avec la guerre russo-japonaise qui mobilise des masses humaines et militaires sans précédent : respectivement 1,3 et 1,2 million d'hommes pour la Russie et le Japon. En soi, cette « guerre mondiale zéro » (*World War Zero*) constitue une rupture majeure pour les États mais aussi pour les populations musulmanes, d'Eurasie centrale surtout d'Égypte également, qui voient dans la défaite d'une grande puissance chrétienne face à une puissance asiatique un signe annonciateur d'émancipation et de libération du joug colonial (Steinberg *et al.*, 2005 : IX ; Marks, 2005). La date de 1907 enfin est retenue par les historiens qui envisagent la confrontation des empires comme le point de départ d'une stratégie impériale (Frémeaux, 2014 ; Johnson, 2016). En ce qui concerne la Méditerranée orientale et à travers l'exemple des définitions des contours de la Grande-Syrie, Julie d'Andurain montre bien, dans ce dossier, que l'action des puissances s'exprime avant-guerre, dès 1912, sous la forme d'un lobbying visant à définir le territoire convoité. Si la construction sémantique s'appuie sur des constructions géographiques discutables, elle n'en participe pas moins à la formation d'un outil cartographique susceptible d'être utilisé dans les négociations des buts de guerre. François Dumasy pareillement nous montre que l'affaiblissement de l'Italie en Libye, et partant l'essoufflement de la course impérialiste, apparaît dès la guerre, alors que la structure coloniale établie en 1912 connaît des difficultés perceptibles dans le recrutement de la troupe notamment. La Libye apparaît en plus comme un laboratoire des recompositions des identités et appartenances locales, particulièrement entre 1915 et 1919.

- 17 D'autres chercheurs regardent plutôt les conflits méditerranéens comme les véritables signes annonciateurs, non du conflit lui-même, mais de la désagrégation finale de l'Empire ottoman, avec deux analyses convergentes : l'une centrée sur les velléités coloniales de l'Italie en Tripolitaine, l'autre avec les guerres balkaniques. De fait, ces deux séries de conflits sont fort proches l'une de l'autre, dans leurs objets comme dans leurs développements. Conséquence indirecte de l'Entente cordiale de 1904, la guerre italo-turque (septembre 1911) a pour objectif d'achever le dépeçage colonial en Méditerranée. Il ne s'agit plus de se contenter de tractations diplomatiques, mais bien de prendre par la force des territoires relevant de l'Empire ottoman. De ce point de vue, la guerre italo-turque marquerait pour bon nombre de chercheurs le point de départ d'une « guerre de dix ans » (Picaudou, 1992 ; Aksakal, 2010). Elle serait, pour d'autres, le point de départ d'une conquête coloniale italienne tardive s'échelonnant entre 1911 et 1915 (Labanca, 2002). Dans le même temps, les chercheurs qui ont étudié les guerres balkaniques ont pu faire le lien entre un Empire ottoman qui cède des provinces d'Afrique du nord (traité d'Ouchy, 18 octobre 1912) pour pouvoir justement s'engager dans la première guerre balkanique (octobre 1912 à mai 1913) face au Monténégro, à la Bulgarie, la Serbie et la Grèce, territoires qui se reconnaissent davantage comme appartenant à l'Europe plutôt qu'à l'Empire ottoman (Horel, 2014). La façon d'appréhender ces conflits, de délaissier une province pour préserver l'autre, montre parfaitement que la réflexion opposant la centralité aux marges est déjà à l'œuvre dans la pensée des Jeunes Turcs. En 1913, à l'issue des deux guerres balkaniques, l'Empire ottoman a perdu 80 % de son territoire européen et 16 % de sa population (Aksakal, 2010). Miné de l'intérieur, fragilisé sur ses marges, l'Empire ottoman est déjà pour partie entré dans une guerre, non plus pour la survie de l'Empire, mais pour celle du peuple turc.

- 18 *A contrario*, l'entrée en guerre peut sembler en certains cas plus tardive comme l'évoque Cloé Drieu dans ce dossier : si le Turkestan par exemple participe dès 1914 à la guerre en fournissant des matières premières et des denrées nécessaires à l'armée, ce sont les révoltes de juillet 1916 contre la conscription pour les bataillons de travail qui donnent aux populations le sentiment d'entrer en guerre, soit parce qu'elles sont directement confrontées à une violence militaire (répression) associée à une violence de guerre, soit parce qu'elles participent effectivement à la guerre au sein de ces bataillons de travail pour les travaux d'arrière. 1916 est à ce titre un autre moment saillant de l'histoire du premier conflit mondial dans les espaces coloniaux ou périphériques des empires qui, comme l'affirme Keith Jeffery (2014), craquent partiellement sous les pressions économiques et l'interventionnisme des administrations. En sont la preuve les moments de révoltes qui ont lieu en Algérie (Meynier, 1981), en Afrique occidentale française (Saul, 2001 ; Michel, 2003) ou encore en Nouvelle-Calédonie (Bensa, Goromoedo et Muckle, 2015), et jusque dans les provinces arabes de l'Empire ottoman. De façon un peu décalée, 1916 est enfin aussi un moment important dans l'histoire des Arméniens comme l'analyse dans le dossier Taline Papazian : créée en novembre de cette année-là, la Légion d'Orient, corps auxiliaire de l'armée française destinée à soutenir la conquête de la Cilicie par la France, a pour objectif, via l'activisme de Boghos Nubar, président de la Délégation nationale arménienne, de permettre aux Arméniens de peser dans les négociations de la sortie de guerre et de faire valoir leurs aspirations à un foyer national autonome placé sous administration française. Il s'agit bien d'attribuer une valeur politique à l'engagement militaire et de se projeter dans l'après-guerre.
- 19 Ainsi, à la problématique des entrées en guerre correspond, en miroir, celle des sorties de guerre de façon d'autant plus évidente que la plupart des historiens s'accordent à dire qu'elle ne s'achève pas en 1918 (Strachan, 2014 ; Mc Meekin, 2015), mais à la date de 1923 et peut-être de 1924 car celle-ci a le mérite, en ce qui concerne l'Empire ottoman, d'associer à la fois la ratification du traité de Lausanne et la disparition du califat. La considération d'un conflit de longue durée (une dizaine d'années) prévaut également chez les historiens de l'Empire russe qui tentent de comprendre comment s'enchevêtrent les logiques de violences pour cerner un *continuum historique* de guerres et de terreur entre Empire russe et URSS (Holquist, 2002 ; Sanborn, 2014). La Grande Guerre en effet engendre en 1917 deux révolutions (Février et Octobre – qui ont lieu en mars et en novembre 1917, du fait d'un décalage de 13 jours entre le calendrier Julien utilisé dans l'Empire russe et le calendrier grégorien) puis des guerres civiles qui, si elles s'achèvent globalement vers 1923, sont cependant loin de donner lieu à une pacification des sociétés sujettes aux vagues de répression et de terreur stalinienne des années 1930. Ce thème des « sorties de guerre » développé avec fécondité en France (Cabanes, 2004 ; Audoin-Rouzeau et Prochasson, 2008 ; Frémeaux et Battesti, 2014) est aujourd'hui partiellement investi par les historiens des mondes ottomans et russes, non sans questionnements. Ainsi, comme le souligne Fuat Dündar dans son article, l'armistice du 11 novembre n'est pas une date significative pour les espaces que nous considérons ; il ne suffit pas de quelques conférences pour établir la paix et apaiser durablement les populations. Deux explications à cela : l'« ingénierie démographique », d'une part, autrement dit les déplacements forcés de populations, orchestrés par le Comité Union et Progrès, ont déstabilisé durablement l'ancien Empire ottoman et, d'autre part, les attentes des populations de voir les principes wilsoniens s'appliquer n'ont pas été suivies d'effets. Si les effets de la Grande Guerre se font sentir jusqu'en 1939, Fuat Dündar souligne

cependant que les historiens de la Turquie acceptent globalement la date du 23 août 1923 comme la fin de la guerre, lorsque s'achève la période d'occupation d'Istanbul par les Anglais, les Français et les Italiens.

L'islam et la guerre : la question du jihad

- 20 Pour parachever cette introduction et finir d'inscrire les territoires et les populations qui vivent au sein de ces mondes musulmans et méditerranéens au cœur du dossier, il convient de soulever cette question essentielle qui tient à une présupposée unité de ces régions, parce qu'elles sont « musulmanes ». Or, il est nécessaire de questionner ce présumé sentiment de solidarité musulmane en s'interrogeant sur ce que représentent véritablement le panislamisme et l'islam dans la guerre, en prenant en compte notamment un autre moment saillant du premier conflit mondial, celui de la proclamation du jihad en octobre 1914. Associé à l'histoire de l'Empire ottoman, le panislamisme est un phénomène historique complexe et transimpérial, spécifique de l'« ère des empires » (Hobsbawm, 2007), qui s'articule autour d'une identité musulmane tout en dépassant la simple pratique religieuse, spirituelle ou mystique. Afin de mieux comprendre ce phénomène et de voir comment s'articule la question du jihad à celui-ci, il faut prendre en compte trois dimensions du panislamisme, qui fonctionnent selon des logiques propres, interagissent, s'opposent ou au contraire s'ignorent⁴.
- 21 Ainsi, la première dimension du phénomène panislamiste consiste à considérer ce qui se passe dans l'Empire ottoman pour prendre en compte l'islam et le recours politique à des motifs religieux à la fois comme instrument d'unification et de mobilisation des musulmans ottomans (Turcs, Arabes, Albanais et Kurdes, ou encore chiïtes), mais aussi comme carte diplomatique – qui sera plutôt utilisée par l'Allemagne pendant la Grande Guerre – pour protéger et toucher les populations musulmanes des colonies et protectorats des autres empires. À la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles, l'Empire ottoman bénéficie auprès des musulmans d'une aura particulière en ce qu'il est la seule grande puissance musulmane non colonisée ; cette dimension du panislamisme répond en quelque sorte à l'impérialisme européen au moment où s'accélère la colonisation. Ce « panislamisme » ottoman correspond à la fois à la « politique califale » d'Abdülhamid et à un mouvement intellectuel et libéral de la fin des années 1860 prôné par les Jeunes Ottomans, qui aspirent à créer une « union des musulmans » (*Ittihad-i Islam*) – envisagée comme un mouvement réformiste, progressiste et de sauvegarde de l'Empire –, qui ferait contrepoids au panslavisme (*Ittihad-i Slav*) et au pangermanisme (*Ittihad-i Cermen*) (Georgeon, 2015 et 2017). Se placer du point de vue des autres empires (russe, français et britannique) – comme le fait Guillemette Crouzet dans ce volume – permet de cerner précisément une seconde dimension du panislamisme, celle d'un danger potentiellement subversif vis-à-vis de l'ordre colonial, menace à la fois interne (les musulmans des territoires dominés) et menace externe représentée par l'Empire ottoman, la Perse ou encore l'Afghanistan (Bessmertnaia, 2006). Enfin une troisième et dernière dimension caractérise enfin un mouvement transimpérial de réflexion et de pensée de la modernité en islam, au sein des populations appartenant aux périphéries de l'Empire ottoman (comme l'Égypte par exemple) et au sein de l'Empire russe avec les populations turcophones, les Tatars étant à la pointe du mouvement à travers la publication de journaux (Bennigsen et Lemerrier-Quelquejay, 1964 ; Khalid, 1998 ; Dudoignon, 1997). L'article de Danielle Ross dans le dossier apporte à ce titre un éclairage novateur en

s'intéressant à un journal destiné aux femmes musulmanes et parlant d'elles : la guerre et le départ des maris conscrits accélèrent la réflexion que les réformistes commençaient à mener sur l'émancipation des femmes ; celle-ci sera parachevée, quelques années plus tard, et non sans violence, par les politiques soviétiques, dans les mondes tatar et bashkir comme centrasiatique (Kamp, 2006 ; Tuna, 2015 ; Khalid, 1998).

- 22 Avec plus de 240 millions de musulmans, dont 140 millions vivant dans les empires occidentaux français, allemand, britannique ou russe en 1914⁵, l'islam et le jihad se présentent comme des ressources stratégiques de déstabilisation potentielle dans le premier conflit mondial. Le panislamisme comme menace ne reste plus à l'état d'intimidation, caractéristique de l'époque hamidienne, mais va devenir une réalité géopolitique en 1914. Il faut à ce titre revenir sur la vision d'un « jihad made in Germany », et d'une Allemagne qui manipulerait l'Empire ottoman et le califat pour assouvir exclusivement ses propres buts de guerre, vision qui a longtemps marqué l'historiographie de ce moment particulier de la Grande Guerre⁶. D'abord parce que l'Allemagne n'est pas le seul pays à tenter d'instrumentaliser l'islam ; il en est de même par exemple de l'Italie en l'Albanie entre 1915 et 1920. L'article de Renaud Dorlhac et Fabrice Jesné dans le dossier nous montre en effet comment les Italiens émettent des revendications sur les musulmans d'Albanie de façon à pouvoir justifier leur occupation de la province de l'Épire. Ensuite parce que des auteurs comme Mustafa Aksakal dès 2011, Mehmet Beşikçi (2012 et 2016) ou encore şükri Hanioglu (2016) insistent sur les origines proprement ottomanes de l'utilisation de l'islam, relativisant ainsi l'importance de la main de l'Allemagne. Il s'agit pour eux de dénoncer la vision orientaliste de certains historiens qui voient l'Empire ottoman comme un État incapable de décider pour lui-même, bien que l'Allemagne ait effectivement joué un rôle incitateur important dans la proclamation de 1914, tout comme le Comité Union et Progrès (Zürcher, 2016 ; Aksakal, 2016)⁷. Il s'agit surtout de comprendre que le jihad proclamé officiellement par les autorités politiques et religieuses ottomanes est bien une nouveauté en 1914, mais qu'il s'inscrit cependant dans des efforts de mobilisation entrepris antérieurement, par l'Empire ottoman, au nom de l'islam et à visée interne. En effet, le jihad n'a pas été officiellement proclamé lors des guerres de 1876 contre la Serbie et le Monténégro, contre l'Empire russe en 1877-78, lors de la guerre de Tripolitaine contre l'Italie en 1911 et même lors des Guerres balkaniques⁸. Dans ces guerres cependant, les officiers ont pu prononcer le jihad, de façon localisée et orale, pour inciter les troupes au combat ; ce « jihad » répondait à une nécessité militaire sur le terrain et constituait un cri de ralliement commode pour des troupes régulières comme irrégulières (Beşikçi, 2016 ; Aksakal, 2016).
- 23 Le processus qui débouche sur la proclamation du jihad est complexe car il implique plusieurs instances religieuses et politiques de l'État ottoman. Deux dates sont retenues, le 11 et le 14 novembre 1914 : la décision a d'abord fait l'objet d'une délibération, puis elle a été préparée sous forme de *fatwa* validée par le Seyhülislam (la plus haute autorité religieuse dans l'Empire ottoman), signée par 29 personnalités représentant les principaux responsables religieux et approuvée par le Sultan, envoyée ensuite à la Chambre des députés, pour être finalement présentée lors d'une cérémonie auprès des dignitaires politiques, religieux et militaires de l'Empire ottoman le 11 novembre 1914 et proclamée publiquement le 14 novembre dans la mosquée de Mehmet le conquérant dans le quartier de Fatih à Istanbul (Aksakal, 2011 : 185-186). La question de la circulation, de la diffusion (écrite comme orale) du texte et des supports utilisés est peu renseignée. Dans l'Empire ottoman, le texte est simplifié et traduit en un langage du quotidien, souvent

diffusé sous forme de poster (Zürcher, 2016 : 21). Dans les régions chiites de l'Empire ottoman qui ne reconnaissent pas le califat, les mentions de cette institution sont largement effacées (Hanioglu, 2016 : 120). La circulation nécessite d'autres moyens de médiation, comme l'envoi d'agents ottomans et allemands ; des efforts de propagande sont également faits dans les camps allemands (celui de Wünsdorf-Zossen près de Berlin par exemple) en direction des prisonniers musulmans des armées russe, française et britannique, sans grands résultats (Rogan, 2015 : 232 ; Fogarty, 2014).

- 24 L'historiographie actuelle de la Première Guerre mondiale au Maghreb, au Moyen-Orient jusqu'en Eurasie centrale, en vient rapidement à la conclusion que la proclamation du jihad fut un échec dans le sens où elle n'a pas entraîné de désertions nombreuses ni de contestations massives dans les espaces coloniaux, qui restent fidèles à l'État central au début de la guerre (Rogan, 2015 ; Khalid, 2005 ; Fogarty, 2014 ; Iskhakov, 2003, Monnier, 2016). C'est évidemment le cas des musulmans qui sont restés loyaux envers l'Empire russe, comme le détaille Salavat Iskhakov dans ce dossier en retraçant une histoire de la conscription des Tatars dans l'armée russe, sur une période allant de 1904 à 1917. Recrutés par la voie de la conscription universelle, et représentant 1/6^e des forces militaires, ces musulmans qui ont été fidèles à l'Empire attendent de la révolution de Février l'émancipation promise ; ils réclament, après la révolution d'Octobre, à la Conférence de la Paix, le droit à l'auto-détermination dont ils ont été privés. Cette loyauté s'explique par plusieurs éléments. D'abord parce que l'État russe a depuis Catherine II institutionnalisé un « clergé musulman » avec la création d'Assemblées spirituelles, au nombre de quatre en 1914⁹, qui ont sapé progressivement la légitimité califale. Ensuite parce que la loyauté est également la position des réformistes musulmans, dans les mondes tatars et centreasiatique, qui prônent largement l'accommodement sans jamais envisager la sécession comme solution politique. Enfin, – mais c'est plutôt là une hypothèse – on peut aussi présumer que la proclamation du jihad, si tant est qu'elle arrive en ces termes jusqu'au territoire d'Asie centrale, ne rencontre pas cet islam contestataire, rural et tribal, qui était à l'œuvre dans les mouvements de révoltes anticoloniales en 1898 (à Andijan) et en 1916. En effet, le « jihad » en tant que tel semble un concept relativement étranger à la lutte armée contre une puissance « infidèle », qui repose davantage sur la notion de *ghazavat*¹⁰. En Asie centrale, c'est ce terme qui est utilisé sur le terrain par les insurgés, avant et après 1914, dans leur lutte contre les instances coloniales, puis encore contre les premières institutions soviétiques avec la guérilla antisoviétique dite « basmachie », qu'Enver Pasha, ancien ministre ottoman à la Guerre, va tenter d'unifier entre 1921 et 1922, entre autres sous le drapeau du *jihad* cette fois.

- 25 On pourrait donc suivre Erik-Jan Zürcher (2016 : 24) qui avance que le « jihad allemand » à visée extérieure (désertion, contestations massives dans les espaces coloniaux) fut un échec, contrairement au « jihad ottoman ». Les historiens de l'Empire ottoman insistent en effet sur le fait que les motifs religieux, dont le jihad, ont réellement permis de mobiliser des populations non turques, mais musulmanes (les chiites en particulier) dans l'effort de guerre, qu'ils jouèrent un rôle important dans le maintien du moral des troupes mais aussi dans la mobilisation de la société. Cet impact fut malgré tout concurrencé par d'autres formes de révoltes comme la révolte arabe des Hachémites ou celle de la confrérie Senoussiya en Libye.

26 * *

27 *

- 28 L'ensemble des réflexions développées dans ce dossier, qu'elles traitent de la particularité multiethnique des espaces considérés, des entrées et sorties de guerre ou encore de la place de l'islam et du jihad dans la guerre, renvoient à des questionnements contemporains, qui peuvent aller jusqu'à l'actuelle guerre en Syrie, laquelle transforme en profondeur l'ensemble du Moyen-Orient mais aussi l'Europe actuelle. Souvenons-nous par exemple des combattants de Daesh passant au bulldozer sur les frontières Sykes-Picot... Reconsidérer la Première Guerre mondiale, dans un cadre géographique et chronologique élargi a donc, plus que jamais, du sens.

NOTES

1. Nous remercions Marc Aymes, Mehmet Beşikçi, Xavier Bougarel, Raphaëlle Branche, Nathalie Clayer, Leyla Dakhli, Angelos Dalachanis, Richard Fogarty, Jacques Frémeaux, François Georgeon, Hubert Heyriès, Juliette Honvault, Marianne Kamp, Adeeb Khalid, Nicola Labanca, Vincent Lemire, Pierre-Jean Luizard, Roberto Mazza, Alexander Morrison, Claire Mouradian, Matthieu Rey, Eugen Rogan, Peter Sluglett, Nikos Sigalas, Alexandre Toumarkine, Mustafa Tuna et Arndt Weinrich pour leurs participations à ce dossier. Nous remercions également le CETOBAC pour sa participation financière.
2. Voir, pour les productions les plus récentes, le dossier sur les géographies de la Première Guerre mondiale dans les *Annales* (1/2016), le numéro sur la Grande Guerre au Moyen-Orient de l'*International Journal of Middle East Studies* dirigé par Mustafa Aksakal (4/2014), ainsi que l'ouvrage collectif dirigé par Andrew Tait Jarboe et Richard S. Fogarty (2014).
3. Il convient de citer à ce titre la traduction par Bruno Elie des mémoires de Faik Tonguç, officier turc retenu en Russie (Tonguç, 2015).
4. Cette réflexion part de l'article d'Adeeb Khalid (2005) qui définit le panislamisme au regard de l'histoire de l'Asie centrale en déterminant trois dimensions : le panislamisme comme politique extérieure de l'État ottoman (*State pan-Islam*), le panislamisme comme menace à l'ordre colonial, et enfin le panislamisme comme un « espace public » de pensée, de réflexion et de modernité en islam (*public pan-Islam*).
5. Cent millions sous domination britannique, 20 millions sous domination française et 20 millions sous domination russe (Rogan, 2015 : 53-54)
6. Cette vision part de la publication de l'orientaliste hollandais Christiaan Snouck Hurgronje (1915), et a été conceptualisée par Max Freiherr von Oppenheim à travers notamment la publication du journal *al-Jihad* entre 1915 et 1918 en plusieurs langues (Hanioğlu, 2016 : 117-118).
7. À noter également les travaux de Michael Pesek, disponibles en ligne mais pas tous publiés : <https://uni-hamburg.academia.edu/MichaelPesek>
8. Cloé Drieu remercie très chaleureusement François Georgeon d'avoir souligné cet aspect (voir aussi Georgeon, 2017). Le jihad officiel avait été oublié comme instrument à partir des Tanzimat (Hanioğlu, 2016 : 118) et Abdülhamid n'y a jamais été favorable.
9. Dès 1782 est créé le *muftiyat* d'Oufa qui devient en 1788 l'Assemblée spirituelle d'Orenbourg ; l'Assemblée des Taurides en Crimée est créée en 1794, puis en 1872, dans le Caucase, les Assemblées spirituelles des sunnites et des chiites voient le jour.
10. Du mot arabe *ghazi*, il s'agit d'une lutte armée sans décision religieuse légale (sans *fatwa*).

AUTEURS

JULIE ANDURAIN (D')

Centre Roland Mousnier, Paris-Sorbonne

CLOÉ DRIEU

Chargée de recherche Cnrs, CETOBAC